



## Comité Social d'Administration Local du 25 janvier 2024 Déclaration Liminaire

Madame la Présidente du CSAL, Madame la Directrice Régionale,

Ce Comité Social d'Administration Local a pour principal sujet à l'ordre du jour « le volet emplois 2024 » mais nous souhaitons commencer notre liminaire par « le volet financier des agents » surtout en cette période de début d'année.

En effet, depuis l'automne, à la DGFIP, des négociations se sont ouvertes pour la reconnaissance de l'engagement des agents et l'évolution de leur régime indemnitaire.

Visiblement, nous constatons que la DG n'est pas très entreprenante sur le sujet.

Pourtant, il s'agirait d'avoir enfin une véritable reconnaissance du mérite des agents de travailler dans les conditions actuelles surtout après avoir subi un véritable « plan social » sur les 10 dernières années à la suite notamment de toutes les réformes funestes mises en place supprimant au passage 20 000 emplois.

Il est toujours de bon aloi de remercier au mois de janvier les agents pour leur professionnalisme, pour leur exemplarité ou encore pour leur grand sens du service public (malgré le contexte peu reluisant de la DGFIP) mais ce qu'ils veulent également, ce sont des actes notamment en matière salariale.

Pour **FO DGFIP**, l'évolution de notre régime indemnitaire doit être significative pour les 94 000 agents de la DGFIP, au vu notamment de leur implication quotidienne et de ce qu'ils subissent en termes de restructurations incessantes et de suppressions massives d'emplois. Malheureusement à ce stade, les propositions de l'administration ne sont pas à la hauteur des enjeux et quant à la prime ciblée GMBI, elle ne doit pas constituer un solde de tout compte alors que les conditions de travail continuent de se dégrader dans tous les services.

Pour revenir sur le sujet du jour des emplois : certes, cette année dans les BDR, il y aura très peu de suppressions mais le signal donné est que cette trajectoire d'emplois ne s'inverse toujours pas.

Elle ne soldera pas surtout le désarroi constaté des années précédentes.

Les suppressions massives d'emplois de ces 10 dernières années ont produit un tel désordre dans les services et dans la relation avec les usagers qu'il ne faudra pas croire que tout peut être effacé d'un seul trait à partir de cette année 2024.

**FO DGFIP 13** rappelle bien que les 1000 emplois supprimés dans les BDR en une dizaine d'années ont conduit les services à bout de souffle.

Pas une semaine ne passe sans que des agents de tout service confondu témoignent de leurs conditions de travail déplorables engendrées par ce manque d'emplois et les restructurations menées en parallèle dans le cadre du NRP.

En outre, les missions ont ainsi été de plus en plus démantelées et la notion de service au public a perdu de plus en plus de son sens.

Les agents sont même démotivés : les résultats 2023 de l'observatoire interne l'ont prouvé.

La souffrance au travail des agents ne fait que s'accroître avec une dégradation continue des conditions de travail générée également par le climat social délétère.

La détérioration continue et elle s'accroît.

La charge mentale qui pèse sur les agents entraîne parfois des relations de travail tendues, jusqu'à provoquer des **pathologies physiques et psychiques**.

Il n'y a qu'à voir le nombre exponentiel de fiches de signalement de toute nature déposées dans le département pour s'en persuader.

Face à ce constat Mme La Directrice Régionale, **FO DGFIP 13** ne partage pas évidemment votre point de vue sur le NRP qui fait de la DRFIP une administration solide et ancrée dans le territoire que vous mettez en avant dans vos vœux 2024 aux agents.

Comment évoquer une solidité des Services Publics financiers des BDR (SIP, SIE, Trésoreries etc) alors que leur nombre ont été divisés par 2 ?

**FO DGFIP 13** dénonce à nouveau la mise en oeuvre de cette réforme du NRP et le retrait de plus de la moitié de nos implantations dans le département pour des raisons d'économies budgétaires.

Pour FO, les bassins de vie de nombreuses villes des BDR à forte densité de population auraient mérité le maintien et le renforcement d'un service public financier doté des moyens nécessaires au bon fonctionnement et à la prise en charge des besoins des usagers.

Il existe comme une déconnexion totale des élites technocratiques de la réalité du terrain.

A force de réformes et de décisions prises à la hâte sans réelle concertation, la destruction de notre service public financier est programmée.

En conclusion, ce n'est pas parce que la trajectoire des emplois des BDR s'améliore que le mal n'a pas été fait pour les services, pour les agents et pour les usagers.

Tous les domaines de métiers font face à un danger d'implosion après toutes les réformes désastreuses de ces dernières années.

Nous ne citerons pas un métier en particulier au regard de la situation critique vécue dans bon nombre de sites et services.

**FO DGFIP condamne cette politique de destruction du service public et soutient que pour exercer leurs missions, les services de la DGFIP doivent disposer des moyens nécessaires.**

**FO DGFIP exige l'arrêt véritable des suppressions d'emplois, le maintien de toutes les missions exercées et le maintien d'un réseau de proximité adapté à l'attente des citoyens.**

**Au regard des conditions de travail actuelles dans les services, nous ne pourrons jamais nous résigner à demander l'abandon du NRP et des réformes régressives qui l'accompagnent.**

**Section Locale FO DGFIP 13, Mèl : [fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr)**